

**Arrangement administratif sur la coopération
entre
la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin
et
le Ministère des transports de la Roumanie**

**concernant les certificats de conduite et les certificats d'aptitude
à la conduite au radar**

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (« la CCNR ») et le Ministère des transports de la Roumanie,

Soucieux de simplifier les obligations des professionnels et de faciliter la libre circulation des équipages,

S'inscrivant ce faisant dans la volonté d' « accélérer la coopération paneuropéenne en vue d'une libéralisation et d'un renforcement du transport fluvial », exprimée lors des Conférences Paneuropéennes de Rotterdam (2001) et de Bucarest (2006),

Constatant que la reconnaissance mutuelle des certificats de conduite et des certificats d'aptitude à la conduite au radar doit s'accompagner de mécanismes de coopération administrative entre les autorités rhénanes et les autorités roumaines, pour notamment garantir l'équivalence dans le temps des certificats concernés, développer des pratiques communes et mettre en place des systèmes fiables d'échange d'information,

Sont convenues de ce qui suit.

Article 1^{er}

Reconnaissance mutuelle

1. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin des certificats de conduite roumains des catégories A et B à compter du 1^{er} octobre 2008, sous réserve du respect des dispositions de l'article 8(1), dès lors que les conditions complémentaires suivantes sont remplies :

- Le titulaire doit être âgé de 21 ans ;
- Le titulaire doit présenter une attestation de connaissances de secteur conforme à l'annexe A3 du Règlement des patentes pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le Bac de Spijk ;
- Le titulaire âgé de 50 ans révolus doit présenter une attestation relative à son aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement des patentes du Rhin et qui doit être renouvelée selon les modalités prévues par ledit règlement..

Les autorités roumaines compétentes reconnaissent la validité de la Grande Patente sur l'ensemble des voies d'eau roumaines, sans condition complémentaire.

2. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin du certificat roumain d'aptitude à la conduite au radar à compter du 1^{er} octobre 2008, sous réserve du respect des dispositions de l'article 8(1).

Les autorités roumaines compétentes reconnaissent la validité de la patente radar rhénane sur l'ensemble des voies d'eau roumaines.

Article 2

Autorités compétentes

1. Les autorités habilitées à délivrer la Grande Patente et l'attestation de connaissances de secteur mentionnée à l'article 1^{er} chiffre 1, sont :

| Etat | Autorité de délivrance |
|------|---|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Direction ports rhénans suisses, Postfach, CH-4019 Bâle |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen, West, Südwest und Süd |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

2. Les autorités habilitées à délivrer la Patente radar sont :

| Etat | Autorité de délivrance |
|------|---|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Direction ports rhénans suisses, Postfach, CH-4019 Bâle |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen, West, Südwest, Süd und Ost |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart, PC Boutenslaan 1, Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

3. L'autorité roumaine compétente pour délivrer les certificats de conduite roumains des catégories A et B et le certificat roumain d'aptitude à la conduite au radar est l'autorité navale roumaine, située à Constanta Port No. 1, 900900 Constanta, Roumanie.

4. Les parties s'informent sans délai de toute modification de la liste des autorités compétentes, conformément à l'article 6 du présent accord.
5. Les parties, constatant l'équivalence des conditions de renouvellement des patentes de batelier rhénane et roumaine lorsque le titulaire atteint l'âge de 50 ans, conviennent que l'attestation relative à l'aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement des patentes du Rhin peut être délivrée indifféremment par une autorité rhénane ou par l'autorité roumaine.

Article 3

Réunions communes

Une réunion commune est organisée en tant que de besoin avec les experts des Etats membres de la CCNR et de la Roumanie. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux experts des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, de même qu'aux experts des Etats et organisations internationales bénéficiant du statut d'observateur à la CCNR. Le Secrétariat de la CCNR fournira l'aide logistique nécessaire à l'organisation de ces réunions.

La réunion commune a notamment pour objectifs :

- de contribuer à ce que les évolutions et adaptations réglementaires, qui seront nécessaires à l'avenir, soient concordantes dans les différentes réglementations ;
- de discuter des difficultés d'application rencontrées, des infractions constatées et des réponses souhaitables à y apporter ;
- de coordonner les mécanismes de contrôle entre les Etats ;
- de comparer les modalités d'examen des connaissances professionnelles appliquées dans les différents Etats ;
- de contribuer à l'uniformisation des attestations.

Article 4

Réunion commune des commissions d'examen

Une réunion commune des commissions d'examen rhénanes et roumaine sera organisée régulièrement, afin d'échanger les expériences et les éventuelles difficultés d'application rencontrées et de rapprocher les pratiques desdites commissions. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux commissions d'examen des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, ainsi qu'aux commissions d'examen des Etats observateurs à la CCNR.

Article 5

Transmission des informations relatives aux décisions de retrait, de suspension et d'interdiction de naviguer

Les autorités compétentes rhénanes et roumaines s'informent mutuellement et sans délai de toute décision de retrait ou de suspension de certificat, ou de toute mesure d'interdiction de naviguer prononcée. Ces informations seront dans un premier temps transmises par l'intermédiaire du Secrétariat de la CCNR. Elles pourront à terme être transmises par le biais d'un outil électronique mis en place à cet effet.

Article 6

Devoir d'information et de concertation en cas d'amendement à la réglementation

Les parties s'informent mutuellement, dès que possible et indépendamment des réunions communes, des modifications et développements qui sont envisagés pour leur réglementation. Elles se concertent avant de procéder à leur adoption, afin d'éviter qu'une modification remette en cause l'équivalence des deux réglementations. En cas de modification, elles transmettent sans délai la réglementation amendée, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

Article 7

Fin de la reconnaissance mutuelle

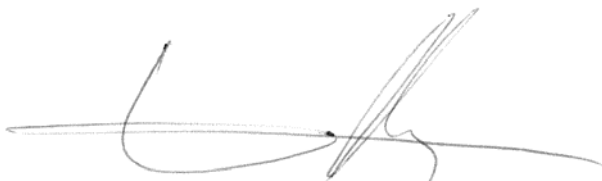
1. Si, suite à une modification réglementaire, l'une des parties estime que les conditions d'obtention des certificats de conduite ou des certificats d'aptitude à la conduite au radar ne sont plus équivalentes, les parties se rencontrent afin de trouver une solution négociée pour maintenir la reconnaissance mutuelle des certificats concernés.
2. Si, au terme de la négociation, l'une des parties reste convaincue que les réglementations ne sont plus équivalentes, la décision de reconnaissance mutuelle des certificats concernés pourra être abrogée. Cette décision prendra effet douze mois après sa notification à l'autre partie.

Article 8

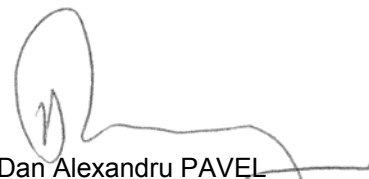
Dispositions finales

1. Le Ministère des transports de la Roumanie notifiera à la CCNR au plus tard le 1^{er} septembre 2008 que toutes les formalités requises en vertu de la législation roumaine ont été accomplies et l'arrangement entrera en vigueur un mois après ladite notification.
2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent arrangement par notification écrite adressée à l'autre partie contractante, pour le motif exposé à l'article 7(2). La dénonciation prendra effet douze mois après réception de la notification par l'autre partie.
3. Une version originale de l'Arrangement, dont les textes français, allemand, néerlandais et roumain font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de la CCNR et auprès du Ministère des transports de la Roumanie.

Fait à Strasbourg, le 29 mai 2008



Jean-Marie WOEHLING
Secrétaire Général
Commission Centrale
pour la Navigation du Rhin



Dan Alexandru PAVEL
Directeur Général du Département
des Affaires Européennes et Relations Internationales
Ministère des Transports de la Roumanie

**Verwaltungsvereinbarung für die Zusammenarbeit
zwischen
der Zentralkommission für Rheinschifffahrt
und
dem Verkehrsministerium Rumäniens**

**im Bereich der Schiffsführerzeugnisse und der Befähigungszeugnisse
für die Radarfahrt**

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt („die ZKR“) und das Verkehrsministerium Rumäniens treffen

in dem Bestreben, die Verpflichtungen der Gewerbetreibenden in der Binnenschifffahrt zu vereinfachen und die Freizügigkeit der Besatzungsmitglieder zu erleichtern,

nach Maßgabe des auf den gesamteuropäischen Konferenzen in Rotterdam (2001) und Bukarest (2006) bekundeten Willens zum "Vorbringen der gesamteuropäischen Kooperation für ein freies und starkes Transportwesen auf den Binnenwasserstraßen",

in der Feststellung, dass die gegenseitige Anerkennung der Schiffsführerzeugnisse und der Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt an Mechanismen der Zusammenarbeit zwischen den Rheinschifffahrtsbehörden und den rumänischen Behörden zu koppeln ist, insbesondere um mittelfristig die Gleichwertigkeit der Zeugnisse zu gewährleisten, gemeinsame Praktiken zu entwickeln und zuverlässige Systeme für den Informationsaustausch einzurichten,

folgende Vereinbarung:

Artikel 1

Gegenseitige Anerkennung

1. Die ZKR hat beschlossen, durch Beschlussfassung rumänische Schiffsführerzeugnisse der Kategorien A und B auf dem Rhein vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8(1) als gültig ab dem 1. Oktober 2008 anzuerkennen, sofern zusätzlich folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

- Der Inhaber muss mindestens 21 Jahre alt sein,
- Für die Fahrt auf dem Abschnitt zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fähre ist gemäß der für die Rheinschifffahrt geltenden Vorschriften vom Inhaber ein Streckenzeugnis nach Anlage A3 der Patentverordnung Rhein vorzulegen,
- Der Inhaber muss bei Vollendung des 50. Lebensjahres einen Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Patentverordnung Rhein vorlegen, der gemäß der genannten Verordnung zu erneuern ist.

Die rumänischen zuständigen Behörden erkennen das Große Patent ohne zusätzliche Voraussetzung auf sämtlichen rumänischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

2. Die ZKR hat beschlossen durch Beschlussfassung das rumänische Befähigungszeugnis für die Radarfahrt auf dem Rhein vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8(1) als gültig ab dem 1. Oktober 2008 anzuerkennen.

Die rumänischen zuständigen Behörden erkennen das Rheinschifffahrts-Radarpatent auf sämtlichen rumänischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

Artikel 2

Zuständige Behörden

1. Folgende Behörden sind befugt, das Große Patent und das in Artikel 1 Ziffer 1 genannte Streckenzeugnis auszustellen:

| Staat | Ausstellende Behörde |
|-------|--|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen West, Südwest und Süd |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

2. Folgende Behörden sind befugt, das Radarpatent auszustellen:

| Staat | Ausstellende Behörde |
|-------|---|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen West, Südwest, Süd und Ost |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1, Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

3. Auf rumänischer Seite ist zur Ausstellung der rumänischen Schiffsführerzeugnisse der Kategorien A und B und des rumänischen Befähigungszeugnisses für die Radarfahrt die rumänische Schifffahrtsbehörde mit Sitz in Constanta Port No. 1, 900900 Constanta, Rumänien, befugt.

4. Die Parteien informieren einander nach Artikel 6 der vorliegenden Vereinbarung unverzüglich von allfälligen Änderungen am Verzeichnis der zuständigen Behörden.
5. Die Parteien beschließen, nachdem sie festgestellt haben, dass die Voraussetzungen für die Erneuerung der Schifferpatente in Rumänien und in der Rheinschifffahrt für Inhaber, die das 50. Lebensjahr vollendet haben, gleichwertig sind, dass der Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Patentverordnung Rhein gleichermaßen von einer Rheinschifffahrtsbehörde oder von der rumänischen Behörde ausgestellt werden kann.

Artikel 3

Gemeinsame Sitzungen

Es sind, soweit erforderlich, gemeinsame Sitzungen der Experten der Mitgliedstaaten der ZKR und Rumäniens abzuhalten. An den gemeinsamen Sitzungen können auch Experten von Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse und Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein als gültig anerkannt werden, sowie Experten von Staaten und internationalen Organisationen, die bei der ZKR als Beobachter zugelassen sind, teilnehmen. Das Sekretariat der ZKR bietet die logistische Unterstützung, die für die Organisation der gemeinsamen Sitzungen erforderlich ist.

Mit den gemeinsamen Sitzungen werden insbesondere folgende Ziele verfolgt:

- Beitrag zur übereinstimmenden Gestaltung der verschiedenen Seiten geltenden Vorschriften im Zuge künftig erforderlicher Entwicklungen und Anpassungen der Bestimmungen;
- Erörterung von Schwierigkeiten bei der Umsetzung, von Verstößen und von wünschenswerten Abhilfemaßnahmen;
- Koordination der Überprüfungsmechanismen zwischen den Staaten;
- Vergleich der Modalitäten bei der Prüfung der beruflichen Kenntnisse in den verschiedenen Staaten;
- Beitrag zur Vereinheitlichung der Zeugnisse.

Artikel 4

Gemeinsame Sitzung der Prüfungskommissionen

Es sind regelmäßig gemeinsame Sitzungen der für die Rheinschifffahrt und für die Binnenschifffahrt in Rumänien zuständigen Prüfungskommissionen abzuhalten, auf denen Erfahrungen ausgetauscht, allfällige Schwierigkeiten bei der Umsetzung erörtert und die Praktiken der Prüfungskommissionen einander angenähert werden sollen. Zu diesen Sitzungen können auch die Prüfungskommissionen der Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse oder Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein anerkannt werden, sowie die Prüfungskommissionen der Beobachterstaaten bei der ZKR Staaten zugelassen werden.

Artikel 5

Übermittlung von Informationen über Anordnungen betreffend den Entzug und die Aussetzung von Zeugnissen sowie Fahrverbote

Die für die Rheinschifffahrt und die rumänischen zuständigen Behörden informieren einander unverzüglich von Anordnungen betreffend den Entzug oder die Aussetzung von Zeugnissen bzw. der Erteilung von Fahrverboten. Die Übermittlung dieser Informationen erfolgt zunächst über das ZKR-Sekretariat. Sie ist längerfristig mit Hilfe eines zu diesem Zweck eingerichteten elektronischen Instruments denkbar.

Artikel 6

Informations- und Abstimmungspflicht im Falle von Änderungen der jeweils geltenden Vorschriften

Die Parteien informieren sich gegenseitig sobald als möglich und unabhängig von gemeinsamen Sitzungen über Änderungen und Entwicklungen, die in Bezug auf die bei ihnen geltenden Vorschriften geplant sind. Bevor Änderungen zur Beschlussfassung kommen, stimmen sich die Parteien untereinander ab, um zu vermeiden, dass durch eine Änderung die Gleichwertigkeit der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften in Frage gestellt wird. Sofern eine Änderung vorgenommen wird, sind die betreffenden Bestimmungen in der geänderten Fassung unter Angabe des Datums ihres Inkrafttretens unverzüglich an die andere Partei zu übermitteln.

Artikel 7

Ende der gegenseitigen Anerkennung

1. Sofern im Nachgang zu einer Änderung der Vorschriften eine der Parteien zu der Auffassung gelangt, dass in Bezug auf den Erwerb von Schiffsführerzeugnissen oder Befähigungszeugnissen für die Radarfahrt die Gleichwertigkeit der Voraussetzungen nicht mehr gegeben ist, treffen sich die Parteien, um über eine Lösung zu verhandeln, mit deren Hilfe sich die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse aufrecht erhalten lässt.
2. Wenn nach Abschluss der Verhandlungen eine der Parteien nach wie vor der Überzeugung ist, dass die Vorschriften nicht mehr gleichwertig sind, kann der Beschluss über die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse außer Kraft gesetzt werden. Der betreffende Beschluss tritt zwölf Monate nach Zustellung an die andere Partei in Kraft.

Artikel 8

Schlussbestimmungen

1. Das Verkehrsministerium Rumäniens teilt der ZKR spätestens am 1. September 2008 mit, dass alle nach der rumänischen Gesetzgebung erforderlichen Formalitäten erfüllt worden sind, und die Vereinbarung tritt einen Monat nach dieser Mitteilung in Kraft.
2. Jede der Vertragsparteien kann diese Vereinbarung aus dem in Artikel 7 (2) genannten Grund durch Zustellung an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird zwölf Monate nach Erhalt der Zustellung durch die andere Partei wirksam.
3. Eine Urschrift der Vereinbarung, deren französischer, deutscher, niederländischer und rumänischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich sind, wird beim Generalsekretär der ZKR und beim rumänischen Verkehrsministerium hinterlegt.

Straßburg, den 29. Mai 2008



Jean-Marie WOEHLING
Generalsekretär
Zentralkommission
für die Rheinschifffahrt



Dan Alexandru PAVEL
Generaldirektor der Abteilung Europäische
Angelegenheiten und Internationale Beziehungen
Verkehrsministerium Rumäniens

**Administratieve overeenstemming voor de samenwerking
tussen
de Centrale Commissie voor de Rijnvaart
en
het Ministerie van Vervoer van Roemenië

inzake Vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen**

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart en het Ministerie van Vervoer van Roemenië,

strevend naar een vereenvoudiging van de verplichtingen van het bedrijfsleven en een vergemakkelijking van het vrije verkeer van de bemanningsleden,

in aansluiting op de bij de Pan-Europese Conferenties van Rotterdam (2001) en van Boekarest (2006) geuite wens de Pan-Europese samenwerking voor een vrijere en sterkere binnenvaart te bevorderen,

vaststellend dat de wederzijdse erkenning van vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen aan samenwerkingsmechanismen tussen de Roemeense autoriteiten en de Rijnvaartautoriteiten gekoppeld moet worden, in het bijzonder om op middellange termijn de gelijkwaardigheid van de bewijzen te waarborgen, gemeenschappelijke praktijken te ontwikkelen en betrouwbare systemen voor de informatie-uitwisseling tot stand te brengen,

zijn het volgende overeen gekomen:

Artikel 1

Wederzijdse erkenning

1. De CCR heeft besloten door besluitvorming de Roemeense vaarbewijzen van de categorieën A en B vanaf 1 oktober 2008 op de Rijn als geldig te erkennen, onder voorbehoud van naleving van de bepalingen van artikel 8, eerste lid, en indien aan de volgende aanvullende voorwaarden is voldaan:

- de houder moet ten minste 21 jaar oud zijn;
- voor de vaart op het riviergedeelte tussen Iffezheim en de Spijksche Veer moet tevens een bewijs voor riviergedeelten overeenkomstig het in bijlage A3 van het Patentreglement Rijn vermelde model worden overlegd;
- de houder moet vanaf het bereiken van de leeftijd van 50 jaar een bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Patentreglement Rijn overleggen, dat volgens de door dat reglement voorgeschreven modaliteiten moet worden verlengd.

De bevoegde Roemeense autoriteiten erkennen, zonder aanvullende voorwaarde, de geldigheid van het Grote Patent op alle Roemeense waterwegen.

2. De CCR heeft besloten door besluitvorming het Roemeense radarbevoegdheidsbewijs vanaf 1 oktober 2008 op de Rijn als geldig te erkennen, onder voorbehoud van naleving van de bepalingen van artikel 8, eerste lid.

De bevoegde Roemeense autoriteiten erkennen de geldigheid van het Rijnvaart-radarpatent op alle Roemeense waterwegen.

Artikel 2

Bevoegde autoriteiten

1. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het Grote Patent en het in artikel 1, eerste lid, bedoelde bewijs voor riviergedeelten af te geven:

| Land | Afgevende autoriteit |
|------|---|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56, City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen, West, Südwest und Süd |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

2. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het radarpatent af te geven:

| Land | Afgevende autoriteit |
|------|---|
| B | S P F Mobilité et Transports/ F.O.D. Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles |
| CH | Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basel |
| D | Wasser- und Schifffahrtsdirektionen, West, Südwest, Süd und Ost |
| F | Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, afdeling binnenvaart, PC Boutenslaan 1, Postbus 1810 2280 DV Rijswijk |

3. De bevoegde Roemeense autoriteit voor het afgeven van Roemeense vaarbewijzen van de categorieën A en B en van het Roemeense radarbevoegdheidsbewijs is de Roemeense scheepvaartautoriteit, met zetel in Constanta Port No. 1, 900900 Constanta, Roemenië.

4. De partijen informeren elkaar krachtens artikel 6 van deze overeenkomst onverwijld over elke wijziging van de lijst van de bevoegde autoriteiten.
5. De partijen, vaststellend dat de voorwaarden voor de verlenging van vaarbewijzen in Roemenië en in de Rijnvaart gelijkwaardig zijn, komen overeen dat het aanvullend bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 voor houders die de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, zowel door de Roemeense autoriteit als door een Rijnvaartautoriteit kan worden afgegeven.

Artikel 3

Gemeenschappelijke bijeenkomsten

Er worden, indien noodzakelijk, gemeenschappelijke bijeenkomsten met de deskundigen van de CCR-lidstaten en Roemenië georganiseerd. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook de deskundigen van landen wier vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals deskundigen van de landen en internationale organisaties die een status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen. Het CCR-secretariaat biedt de logistieke ondersteuning die voor de organisatie van de gemeenschappelijke bijeenkomsten nodig is.

Met de gezamenlijke bijeenkomsten wordt in het bijzonder het volgende ten doel gesteld:

- ertoe bijdragen dat de toekomstige ontwikkelingen en noodzakelijke reglementaire aanpassingen in de verschillende regelgevingen uniform plaatsvinden;
- overleg plegen over de toepassingsproblemen, overtredingen en over de mogelijke oplossingen;
- coördinatie van de controlemechanismen tussen de landen;
- vergelijking van de testmethoden van de beroepskennis in de verschillende landen;
- bijdragen aan de uniformering van de bewijzen.

Artikel 4

Gemeenschappelijke bijeenkomst van de examencommissies

Er worden regelmatig gemeenschappelijke bijeenkomsten van de bevoegde examencommissies voor de Rijnvaart en voor de Roemeense binnenvaart georganiseerd teneinde ervaringen uit te wisselen, eventuele toepassingsmoeilijkheden te bespreken en de praktijken van de examencommissies nader tot elkaar te brengen. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook examencommissies wier vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals landen die een status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen.

Artikel 5

Verspreiding van informatie over het intrekken en opschorten van bewijzen en over vaarverbod

De bevoegde Rijnvaart- en Roemeense autoriteiten informeren elkaar onverwijld over het intrekken of opschorten van bewijzen of over een vaarverbod. Deze informatie wordt in eerste instantie via het CCR-secretariaat ter kennis gebracht. Vervolgens zou dat door middel van een daartoe ingericht elektronisch instrument kunnen gebeuren.

Artikel 6

Informatie- en afstemmingsplicht in geval van wijziging van de regelgeving

De partijen informeren elkaar zo snel mogelijk en onafhankelijk van de gemeenschappelijke bijeenkomsten, over wijzigingen en ontwikkelingen die hun regelgevingen betreffen. Alvorens over te gaan tot een besluit, vindt er een onderlinge afstemming tussen de partijen plaats om te vermijden dat een wijziging de gelijkwaardigheid van beide regelgevingen in het geding zou brengen. In voorkomend geval brengen de partijen onverwijld de gewijzigde regelgeving ter kennis, met vermelding van de datum van inwerkingtreding.

Artikel 7

Einde van de wederzijdse erkenning

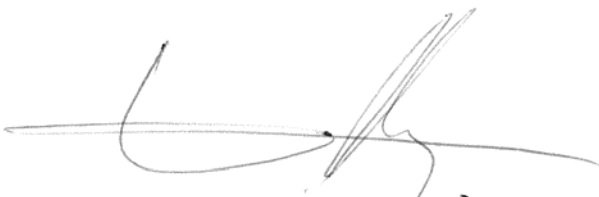
1. Wanneer, ten gevolge van een wijziging van een voorschrift één van de partijen van mening is dat de voorwaarden voor het verkrijgen van vaarbewijzen of van radarbevoegdheidsbewijzen niet meer gelijkwaardig zijn, kunnen de partijen bijeenkomen, teneinde in overleg een oplossing te zoeken waardoor de wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen kan worden behouden.
2. Mocht na het overleg één van de partijen nog steeds van mening zijn dat de reglementen niet meer gelijkwaardig zijn, kan het besluit ter wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen worden opgeheven. Dat besluit wordt twaalf maanden nadat de andere partij daarvan in kennis is gebracht van kracht.

Artikel 8

Slotbepalingen

1. Het Ministerie van vervoer van Roemenië deelt uiterlijk 1 september 2008 aan de CCR mede, dat aan alle krachtens de Roemeense wetgeving vereiste formaliteiten is voldaan, en de overeenstemming zal een maand na die kennisgeving in werking treden.
2. Elk van de overeenkomstsluitende partijen kan deze, overeenstemming op grond van de in artikel 7, tweede lid, bedoelde reden, door een schriftelijke kennisgeving aan de andere overeenkomstsluitende partij opzeggen. De opzegging wordt twaalf maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij van kracht.
3. Een originele versie van de overeenstemming, waarvan de Duitse, Franse, Nederlandse en Roemeense tekst gelijkelijk authentiek is, wordt bij de secretaris-generaal van de CCR en bij het Roemeense Ministerie van Vervoer nedergelegd.

Gedaan te Straatsburg de 29 mei 2008



Jean-Marie WOEHLING
Secretaris-Generaal
Centrale Commissie
voor de Rijnvaart



Dan Alexandru PAVEL
Directeur-generaal van het
Directoraat-generaal van Europese aangelegenheden
en Internationale betrekkingen
Ministerie van Vervoer van Roemenië

**Acord administrativ privind cooperarea
între
Comisia Centrală pentru Navigație pe Rin
și
Ministerul Transporturilor din România**

privind brevetele de conducător de navă și certificatele de utilizator radar

Comisia Centrală pentru Navigația pe Rin (CCNR) și Ministerul Transporturilor din România,

În dorința de a simplifica obligațiile personalului navigant și de a facilita libera circulație a echipajelor,

Exprimând prin acest Acord voința de „accelerare a cooperării paneuropene pentru liberalizarea și întărirea transportului fluvial” exprimate la Conferința Paneuropeană de la Rotterdam (2001) și București (2006),

Constatând că recunoașterea reciprocă a brevetelor de conducător de navă și certificatelor de utilizator radar trebuie însoțită de mecanisme de cooperare administrativă între autoritățile pentru navigația pe Rin și autoritățile române, în special pentru a garanta echivalarea în timp util a diplomelor, dezvoltarea practicilor comune și stabilirea unui sistem eficient pentru schimbul de informații,

Au convenit următoarele:

Articolul 1

Recunoașterea reciprocă

1. CCNR a decis prin rezoluție să recunoască de la 1 octombrie 2008, sub rezerva îndeplinirii prevederilor art. 8 alineatul 1, valabilitatea pe Rin a brevetelor de conducător de navă din categoriile A și B emise de autoritățile competente române, dacă următoarele condiții suplimentare sunt îndeplinite:
 - Titularul a împlinit vârsta de 21 de ani
 - Titularul trebuie să prezinte o atestare conform anexei A3 din Regulamentul privind acordarea brevetelor pe Rin, care să ateste cunoașterea sectorului aflat între Iffezheim și Bac de Spijk, pentru a naviga pe acest sector.
 - Titularul care a împlinit vârsta de 50 de ani trebuie să prezinte un certificat care să ateste capacitatea sa fizică și psihică în conformitate cu anexa B3 din Regulamentul privind acordarea brevetelor pe Rin și care trebuie reînnoit conform modalităților prevăzute de regulamentul menționat.

Autoritățile competente române recunosc valabilitatea brevetului valabil pe tot sectorul navigabil al Rinului, denumit „Grande Patente”, pe toate căile navigabile interioare ale României, fără condiții suplimentare.

2. CCNR a decis prin rezoluție să recunoască de la 1 octombrie 2008, sub rezerva îndeplinirii prevederilor art. 8 alineatul 1, valabilitatea pe Rin a certificatelor de utilizator radar emise de autoritățile române.

Autoritățile competente române recunosc valabilitatea certificatelor de utilizator radar emise de autoritățile competente pe Rin, pe toate căile navigabile interioare ale României.

Articolul 2

Autorități competente

1. Autoritățile competente pentru emiterea „Grande Patente” și certificatului de cunoaștere a sectorului menționat la art. 1, alineatul 1, sunt:

| Stat | Autoritatea emitentă |
|------|--|
| B | S P F de Mobilitate și Transporturi Direcția Generală Transport terestru Strada Progrès, nr. 56 , Atrium B-1210 Bruxelles |
| CH | Direcția porturi elvețiene pe Rin, Postfach, CH-4019 Bâle |
| D | Managementul apelor și navigației, vest, sud-vest și sud |
| F | Serviciul de navigație din Strasbourg, strada Maréchal Juin, nr. 14, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, departamentul pentru navigație pe căile navigabile interioare PC Aleea Boutens 1 Căsuța poștală 1810 Sector 2280 DV |

2. Autoritățile competente pentru emiterea Certificatului de utilizator radar sunt:

| Stat | Autoritatea emitentă |
|------|--|
| B | S P F de Mobilitate și Transporturi Direcția Generală Transport terestru Strada Progrès, nr. 56 , Atrium B-1210 Bruxelles |
| CH | Direcția porturi elvețiene pe Rin, Postfach, CH-4019 Bâle |
| D | Managementul apelor și navigației, vest, sud-vest și sud |
| F | Serviciul de navigație din Strasbourg, strada Maréchal Juin, nr. 14, 67084 Strasbourg |
| NL | CCV, departamentul pentru navigație pe căile navigabile interioare PC Aleea Boutens 1 Căsuța poștală 1810 Sector 2280 DV |

3. Autoritatea română competentă pentru emiterea brevetelor române din categoria A și B și certificatelor de utilizator radar este Autoritatea Navală Română, cu sediul în Constanța Port, nr. 1, 900900, Constanța, România.

4. Părțile se vor informa fără întârziere cu privire la orice modificare în lista autorităților competente conform art. 6 din prezentul Acord.
5. Constatând echivalența condițiilor de reînnoire a brevetelor emise de autoritățile competente pe Rin și cele române, atunci când titularul unui brevet împlinește vârsta de 50 de ani, certificatul suplimentar privind capacitatea fizică și psihică în conformitate cu anexa B3 din Regulamentul de acordare a brevetelor pe Rin, poate fi emis fie de o autoritate competentă pe Rin, fie de autoritatea română.

Articolul 3

Reuniuni comune

O reuniune comună este organizată, de fiecare dată când este necesar, cu experți din statele membre ale CCNR și din România. La această reuniune vor putea participa și experți din statele ale căror brevete de conducător de navă și certificate de utilizator radar sunt recunoscute pe Rin precum și din statele și organizațiile internaționale care dețin statutul de observator în cadrul CCNR. Secretariatul CCNR va furniza suportul logistic necesar pentru organizarea acestor reuniuni.

Reuniunea comună are în principal următoarele obiective:

- de a contribui la evoluția și adaptarea legislativă care vor fi necesare în viitor, astfel încât acestea să fie în concordanță cu diferitele reglementări;
- de a discuta dificultățile de aplicare întâmpinate, încălcările constatate și răspunsurile ce se doresc a fi transmise;
- de a coordona mecanismele de control între state;
- de a compara modul de organizare a examinărilor privind cunoștințele profesionale aplicate în diverse state;
- de a contribui la uniformizarea modului de obținere a brevetelor și certificatelor.

Articolul 4

Reuniunea comună a comisiei de examinare

O reuniune comună a comisiilor de examinare pentru navigația pe Rin și cele române se va organiza periodic, în vederea realizării schimbului de experiență și de informare privind eventualele dificultăți de aplicare întâmpinate și în vederea stabilirii unor practici comune. La această reuniune pot lua parte comisiile de examinare ale statelor în care brevetele de conducător de navă și certificatele de utilizator radar sunt recunoscute pe Rin și ale statelor cu statut de observator în cadrul CCNR.

Articolul 5

Transmiterea informațiilor privind deciziile de retragere, suspendare și interdicție de a naviga

Autoritățile competente pentru navigația pe Rin și cele române se informează reciproc și fără întârziere cu privire la toate deciziile de retragere sau suspendare a brevetelor, sau la toate măsurile întreprinse pentru interdicția de a naviga. Aceste informații se vor transmite inițial prin intermediul Secretariatului CCNR. Pe termen lung, acestea pot fi transmise prin intermediul instrumentelor electronice, instalate în acest scop.

Articolul 6

Obligația de informare și dialog în cazul modificării reglementărilor

Părțile se informează reciproc, fără întârziere și independent de reuniunile comune, despre modificările și completările avute în vedere pentru reglementările lor. Acestea se consultă înainte de a începe procedura de adoptare a acestora, pentru a evita apariția neconcordanțelor între cele două reglementări. În caz de modificare, acestea transmit fără întârziere reglementările modificate, cu precizarea datei de intrare în vigoare.

Articolul 7

Încetarea recunoașterii reciproce

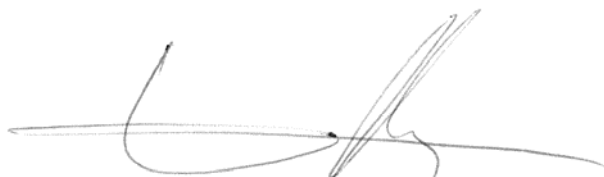
1. În cazul în care, în urma modificării unei reglementări, una dintre părți apreciază că nu mai sunt echivalente condițiile de obținere a brevetului de conducător de navă sau certificatului de utilizator radar, părțile se vor întâlni în vederea negocierii unei soluții pentru menținerea recunoașterii reciproce a certificatelor în cauză.
2. În cazul în care, în urma negocierilor, una dintre părți consideră în continuare că reglementările nu sunt echivalente, decizia de recunoaștere reciprocă a certificatelor poate fi anulată. Această decizie va intra în vigoare la douăsprezece luni după notificarea ei celeilalte părți.

Articolul 8

Dispoziții finale

1. Ministerul Transporturilor va notifica CCNR până la data de 1 septembrie 2008 cu privire la îndeplinirea tuturor formalităților prevăzute de legislația română necesare pentru intrarea în vigoare a Acordului și Acordul va intra în vigoare la o lună de la data notificării menționate.
2. Fiecare parte contractantă poate denunța prezentul Acord prin notificare adresată în scris celeilalte părți contractante, pentru motivele prevăzute la art. 7 alineatul 2. Denunțarea va produce efecte la douăsprezece luni de la primirea notificării de către cealaltă parte.
3. O versiune originală a Acordului în limbile franceză, germană, olandeză și română fiind egal autentice, trebuie depozitate la Secretariatul general al CCNR și la Ministerul Transporturilor din România.

Încheiat la Strasbourg, la data de 29 mai 2008



Jean-Marie WOEHLING
Secretar General
Comisia Centrală
pentru Navigația pe Rin



Alexandru Dan PAVEL
Director General
Direcția Generală Afaceri Europene și Relații Internaționale
Ministerul Transporturilor din România